

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 1505

[2008/201473]

**17 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le projet de révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone naturelle et d'une zone d'espaces verts et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager à Arlon et à Etalle (planche 68/7)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 27, 32, 35, 37, 38, 40, 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1979 établissant le plan de secteur du Sud-Luxembourg;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon, publié au *Moniteur belge* le 23 février 2004;

Considérant que le dispositif de cet arrêté ne correspondait pas à la carte lui annexée, qui exprimait correctement la décision du Gouvernement; qu'un arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 a dès lors été adopté le 20 juillet 2005 afin de rétablir la conformité entre les deux documents;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon, publié le 30 août 2005 au *Moniteur belge*;

Considérant que cet avant-projet modifié vise :

- une extension de 14 hectares de la zone d'extraction actuellement exploitée à Sampont, pour permettre une exploitation plus importante des ressources présentes dans le sous-sol;
- l'inscription, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle, d'une zone naturelle de 95 hectares et, sur le territoire de la commune d'Arlon, d'une zone d'espaces verts de 3 hectares;
- la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager d'une superficie de 147 hectares sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle;

Considérant que les conditions de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, tel que modifié par le décret du 20 septembre 2007, qui dispose désormais que "dans le respect du principe de proportionnalité, l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement tant en termes opérationnel, environnemental ou énergétique qu'en termes de mobilité en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage; la compensation planologique ou alternative peut être réalisée par phases", sont remplies par ledit avant-projet;

Considérant que le contenu de l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de révision du plan de secteur adopté le 4 décembre 2003, telle que prescrite par l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur à l'époque, et le cahier spécial des charges ont été adoptés le 2 octobre 2003;

Considérant que, à la suite d'une procédure négociée sans publicité au sens de l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup>, a), de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, le bureau Atelier 50, doublement agréé, a été désigné le 18 février 2004 pour réaliser l'étude d'incidences relative audit avant-projet de révision;

Considérant que, après examen de la première phase de l'étude d'incidence, la Commission régionale d'aménagement du territoire a émis, le 25 juin 2004, un avis favorable à la poursuite de l'étude pour autant que sa seconde phase intègre la problématique de la zone naturelle et analyse de manière approfondie l'impact de l'extension de la carrière sur l'alcalinité des marais;

Considérant que le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, entré en vigueur le 11 mars 2005, a sensiblement modifié les modalités de révision des plans de secteur, notamment en ce qui concerne l'étude d'incidences; que les nécessaires adaptations, tant de procédure que de contenu, ont dès lors dû être apportées par le Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg et sur l'arrêté le modifiant en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone d'espaces verts et d'une zone naturelle et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager à Arlon et à Etalle;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences a réalisé celle-ci dans le respect du prescrit de l'article 42 du Code et du Cahier spécial des charges, et a analysé de manière complète l'avant-projet modifié conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2006;

Considérant que la Commission régionale d'aménagement du territoire a émis, le 25 octobre 2007, un avis favorable au projet, soulignant toutefois, l'absence d'une étude hydrogéologique complète dans le rapport final de l'étude d'incidence;

Considérant que la Commission régionale d'aménagement du territoire demande également, dans son avis du 25 octobre 2007, qu'il soit prévu dans le permis d'environnement, la vérification du comblement des trous dans le plancher de la carrière, le réaménagement du site en zone naturelle et l'installation d'un décanteur;

Considérant que l'étude d'incidences confirme l'épuisement du gisement dans la zone d'extraction actuelle;

Considérant l'existence de débouchés pour les deux principaux produits extraits, confirmée par l'étude d'incidences, principalement dans l'alimentation de la centrale à tarmac de Stockem (25 %), le solde de la production étant valorisé, pour le granulat, en raison de sa valeur esthétique, et pour le sable, dans le génie civil;

Considérant que l'étude d'incidences ne remet pas en cause significativement les limites de la zone d'extraction, fondées sur l'étude Poty, prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 adoptant l'avant-projet et constate que, quelles que soient les hypothèses de rythme d'exploitation retenues, il n'est pas possible de prévoir une zone exploitable pour trente ans;

Considérant l'utilité reconnue par l'étude d'incidences d'un espace de transition entre la carrière et les habitations; qu'il est dès lors justifié d'inscrire une zone d'espaces verts prévue à l'avant-projet;

Considérant que l'étude du charroi actuel lié à la zone d'extraction ne révèle pas de problèmes significatifs et que l'extension ne vise pas une activité plus intensive de la carrière;

Considérant que l'étude d'incidences ne prévoit pas d'impact de l'extension de la zone d'extraction sur les sources Valvert, au vu de l'éloignement des deux sites et de leurs liaisons hydrologiques limitées;

Considérant la présence et l'intérêt des bas-marais alcalins ainsi que des tourbières, soulignés par l'étude d'incidences, confirmant l'intérêt biologique exceptionnel tant faunistique que floristique de l'ensemble formé par la réserve naturelle de Sampont;

Considérant que l'étude d'incidences confirme les résultats de l'inventaire dressé par l'ADESA, qui ne reconnaît pas d'intérêt paysager au site du Marais de Sampont mais un intérêt principalement naturel, et la volonté de faire correspondre le plan de secteur à une situation de fait;

Considérant que, comme le souligne l'étude d'incidences, la suppression du périmètre d'intérêt paysager n'engendrera aucune réduction de la protection dont bénéficie la réserve naturelle compte tenu des prescriptions de l'article 38 du Code et de l'inscription d'une partie importante du site en zone Natura 2000 dit "Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch" (BE34057);

Considérant les problèmes que relève l'étude d'incidences en ce qui concerne l'accès et les risques de pollution de la réserve naturelle qu'engendrerait l'urbanisation de la zone d'habitat à caractère rural située rue de Promberg, à Fouche; considérant que l'équipement et la topographie de la zone n'en permettent d'ailleurs pas l'urbanisation et qu'il y a dès lors lieu, comme le prévoit l'avant-projet, de l'intégrer à la zone naturelle;

Considérant en outre que l'étude d'incidences confirme la suppression de la zone d'habitat à caractère rural inscrite rue du Muselbur, à Sampont pour permettre une continuité entre les deux parties de la réserve naturelle et pour limiter les risques de pollution de la zone naturelle liés à l'urbanisation de la zone;

Considérant que l'étude d'incidences, ainsi que la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique "Semois-Chiers" approuvé par le Gouvernement wallon le 27 juin 2007, soulignent le risque d'inondation d'une partie importante de la zone d'habitat, limitant dès lors les possibilités d'urbanisation de fait; qu'il y a dès lors lieu, comme le prévoit l'avant-projet, d'intégrer cet ensemble de terrains à la zone naturelle;

Considérant la proposition de l'étude d'incidences d'étendre la zone d'espaces verts vers le Sud, pour correspondre aux limites physiques de la zone, reprise dans les recommandations de la CRAT du 25 octobre 2007; qu'il s'indique de suivre cette proposition;

Considérant que l'étude d'incidences a relevé certaines incohérences de délimitations de la zone naturelle dans l'avant-projet, celui-ci se basant sur le périmètre Natura 2000; que le présent projet vise dès lors, en vue d'une meilleure cohérence planologique, à l'inscription en zone naturelle d'une parcelle de zone d'habitat à caractère rural située rue de Promberg, ainsi qu'une petite zone agricole située au nord de la N83 dont la taille ne permet pas l'exploitation;

Considérant que la proposition de l'étude d'incidences d'étendre légèrement la zone d'extraction arrêtée par l'avant-projet de révision de plan de secteur ne peut être motivée, comme le rappelle la CRAT dans son avis du 25 octobre 2007, uniquement pour des motifs de limites cadastrales, qu'il n'y a pas lieu de s'écarter de cet avis et de modifier le périmètre de la zone d'extraction prévue dans l'avant-projet;

Considérant que, en vue de permettre une éventuelle exploitation future du gisement situé au sud de l'exploitation actuelle, le Gouvernement wallon ne retient pas la proposition de l'étude d'incidences d'inscrire une partie de la zone d'extraction située au sud de la RN83, en zone naturelle;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement adopte provisoirement la révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de l'inscription :

- d'une zone d'extraction sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle;
- d'une zone naturelle sur territoire des communes d'Arlon et d'Etalle;
- d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Arlon;

et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle.

**Art. 2.** Le Gouvernement charge le Ministre de l'Aménagement du Territoire de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1505

[2008/201473]

**17. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Entwurfes zur Revision des Sektorenplans Süd-Luxemburg zwecks Eintragung eines Abbaugebiets, eines Naturgebiets und eines Grüngiebts und zur Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse in Arlon und Etalle (Karte 68/7)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 25, 27, 32, 35, 37, 38, 40, 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. März 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Süd-Luxemburg;

Aufgrund des am 23. Februar 2004 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Süd-Luxemburg (Karte 68/7) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon angenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Wortlaut dieses Erlasses nicht der ihm beigefügten Karte entspricht, die den Beschluss der Regierung korrekt ausdrückte; dass ein den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 abändernder Erlass demzufolge verabschiedet worden ist, um die Übereinstimmung zwischen beiden Dokumenten wiederherzustellen;

Aufgrund des am 30. August 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Süd-Luxemburg (Karte 68/7) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon angenommen wurde;

In der Erwägung, dass dieser abgeänderte Vorentwurf das Folgende betrifft:

- eine Erweiterung um 14 ha des zur Zeit in Sampont bewirtschafteten Abbaugebiets, um eine größere Bewirtschaftung der Bodenschätze zu ermöglichen;
- die Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle eines Naturgebiets von 95 ha und auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon eines Grüngiebts von 3 ha;
- die Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse mit einer Fläche von 147 ha auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle;

In der Erwägung, dass die Bedingungen von Artikel 46 § 1 Absatz 2 3°, in seiner durch das Dekret vom 20. September 2007 abgeänderten Fassung, der jetzt lautet: "unter Beachtung des Prinzips der Verhältnismäßigkeit wird die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets, die bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte alternative Ausgleichung sowohl operativer, umweltrelevanter, energetischer oder mobilitätsbezogener Art unter Berücksichtigung insbesondere der Auswirkung des zur Verstädterung bestimmten Gebiets auf die Nachbarschaft; der planologische oder alternative Ausgleich kann phasenweise ausgeführt werden" durch den vorliegenden Vorentwurf erfüllt sind;

In der Erwägung, dass der Inhalt der durch Artikel 42 des an diesem Datum geltenden Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des am 4. Dezember 2003 angenommenen Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans und das Sonderlastenheft am 2. Oktober 2003 angenommen worden sind;

In der Erwägung, dass das zweifach zugelassene Büro Atelier 50 im Anschluss an ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung im Sinne von Artikel 17 § 2 1°, a) des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge am 18. Februar 2004 bestimmt worden ist, um die Umweltverträglichkeitsprüfung für den besagten Vorentwurf zur Revision durchzuführen;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung nach einer Untersuchung der ersten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung ein günstiges Gutachten über die Weiterführung der Prüfung am 25. Juni 2004 abgegeben hat, insofern ihre zweite Phase die Problematik des Naturgebiets in sich integriert und die Auswirkung der Ausbreitung auf die Alkalität der Mooregebiete tiefgehend analysiert;

In der Erwägung, dass die Modalitäten zur Revision der Sektorenpläne durch das am 11. März 2005 in Kraft getretene Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung merklich abgeändert wurde, insbesondere in Bezug auf die Umweltverträglichkeitsprüfung; dass diese notwendigen Anpassungen sowohl des Verfahrens als auch des Inhalts daher von der Wallonischen Regierung vorgenommen werden mussten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2006, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Süd-Luxemburg und über den ihn abändernden Erlass durchführen zu lassen, zur Eintragung eines Abbaugebiets, eines Grüngiebts, eines Naturgebiets und zur Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse in Arlon und Etalle;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung diese unter Beachtung der Vorschriften von Artikel 42 des Gesetzbuches und des am 23. Juni 2005 ausgestellten Sonderlastenheftes verfasst hat und den gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2006 abgeänderten Vorentwurf vollständig analysiert hat;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung am 25. Oktober 2007 ein günstiges Gutachten über den Entwurf abgegeben hat, wobei er jedoch das Fehlen einer vollständigen hydrogeologischen Studie im Endbericht der Umweltverträglichkeitsprüfung unterstrichen hat;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seinem Gutachten vom 25. Oktober 2007 ebenfalls darum bittet, dass die Überprüfung des Zuschüttens der Vertiefungen im Boden des Steinbruchs, die Neugestaltung des Standorts als Naturgebiet und das Installieren eines Absetzbeckens in der Umweltgenehmigung vorgesehen werden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Erschöpfung des Vorkommens in dem jetzigen Abbaugebiet bestätigt;

In Erwägung des durch die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigten Bestehens von Absatzmöglichkeiten für beide gewonnene hauptsächliche Produkte, hauptsächlich zur Versorgung des Asphaltwerks von Stockem (25%), wobei der Rest der Produktion aufgrund dessen ästhetischen Wertes für das Granulat und im Tiefbaubereich für den Sand verwertet wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Grenzen des Abbaugebiets, die auf der Poty-Studie basieren und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember zur Verabschiedung des Vorentwurfs vorgesehen sind, nicht wesentlich in Frage stellt und feststellt, dass es nicht möglich ist, ein für 30 Jahre abbaufähiges Gebiet vorzusehen, welche Hypothesen für den Bewirtschaftungsrhythmus auch berücksichtigt werden;

In Erwägung des in der Umweltverträglichkeitsprüfung anerkannten Nutzens eines Übergangsraumes zwischen dem Steinbruch und den Wohnhäusern; dass es daher begründet ist, ein im Vorentwurf vorgesehenes Grüngelände einzutragen;

In der Erwägung, dass die Untersuchung der jetzigen, mit dem Abbaugelände verbundenen Verkehrsnetze keine bedeutsamen Probleme zeigt und dass die Erweiterung keine intensivere Tätigkeit des Steinbruchs zum Ziel hat;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung keine Auswirkung der Erweiterung des Abbaugeländes auf die Valvert-Quellen aufgrund der Entfernung zwischen beiden Standorten und ihrer begrenzten hydrologischen Verbindungen voraussieht;

In Erwägung des Vorhandenseins und des Interesses der alkalischen Niedermoore sowie der Hochmoore, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgehoben werden, was das außerordentliche biologische - sowohl in Bezug auf die Fauna als auch auf die Flora - Interesse des durch das Naturschutzgebiet von Sampont gebildeten Gefüges bestätigt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Ergebnisse der von der ADESA erstellten Bestandsaufnahme, die dem Standort des "Marais de Sampont" kein landschaftliches Interesse sondern ein hauptsächlich natürliches Interesse anerkennt, und den Willen, den Sektorenplan einer Sachlage entsprechen zu lassen, bestätigt;

In der Erwägung, dass die Streichung des Umkreises landschaftlichen Interesses, wie es in der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgehoben wird, keine Verringerung des Schutzes, den das Naturschutzgebiet erhält, zur Folge haben wird, dies unter Berücksichtigung der Vorschriften von Artikel 38 des Gesetzbuches und der Eintragung eines größeren Teiles des Standortes in das "Marais de la Haute Semois et Bois de Heinsch" (BE34057) genannte Natura 2000-Gebiet;

In Erwägung der Probleme, auf die in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Zugang und auf die Gefahr der Verunreinigung des Naturschutzgebietes, die die Verstädterung des in der "rue de Promberg in Fouche" befindlichen Wohngebietes mit ländlichem Charakter verursachen würde, aufmerksam gemacht wird; in der Erwägung, dass die Ausrüstung und die Topographie des Gebiets dessen Verstädterung nicht erlauben und dass es demzufolge Anlass gibt, es in das Naturgebiet zu integrieren, so wie es im Vorentwurf vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung außerdem die Streichung des in der "rue du Muselbur" in Sampont eingetragenen Wohngebietes mit ländlichem Charakter bestätigt, um eine Kontinuität zwischen beiden Teilen des Naturschutzgebietes zu sichern und um die mit der Verstädterung des Gebiets verbundene Gefahr der Verunreinigung des Naturgebietes zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung sowie die Kartographie der von der Wallonischen Regierung am 27. Juni 2007 angenommenen Überschwemmungsgefahr durch Ausuferung eines Wasserlaufs des Zwischeneinzugsgebietes "Semois-Chiers" die Gefahr der Überschwemmung eines größeren Teils des Wohngebietes unterstreichen, wobei die Verstädterungsmöglichkeiten demzufolge de facto begrenzt werden; dass es daher Anlass gibt, dieses Gefüge von Grundstücken in das Naturgebiet zu integrieren, wie es im Vorentwurf vorgesehen ist;

In Erwägung des in der Umweltverträglichkeitsprüfung gemachten Vorschlags, das Grüngelände in Richtung Süden zu erweitern, um den physikalischen Grenzen des Gebiets zu entsprechen, der in der Empfehlung des Regionalausschusses für Raumordnung vom 25. Oktober 2007 angeführt ist; dass der Anlass besteht, diesem Vorschlag Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmte Ungereimtheiten in Bezug auf die Begrenzungen des Naturgebietes im Vorentwurf, der auf dem Natura 2000-Umkreis fußt, festgestellt hat, dass der vorliegende Entwurf demzufolge die Eintragung in ein Naturgebiet einer Parzelle eines Wohngebietes mit ländlichem Charakter, gelegen östlich der Promberg, sowie eines kleinen landwirtschaftlichen Gebiets, gelegen nördlich der N83, dessen kleine Fläche keine Bewirtschaftung erlaubt, zum Ziel hat, um eine bessere planologische Kohärenz zu erhalten;

In der Erwägung, dass der Vorschlag der Umweltverträglichkeitsprüfung, das durch den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans festgesetzte Abbaugelände etwas zu erweitern, nicht begründet werden kann, wie vom Regionalausschuss für Raumordnung in dessen Gutachten vom 25. Oktober 2007 erinnert, dies nur aus mit katastralen Abgrenzungen verbundenen Gründen; dass es keinen Anlass gibt, von diesem Gutachten abzuweichen und den Umkreis des im Vorentwurf vorgesehenen Abbaugeländes abzuändern;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, um eine etwaige zukünftige Bewirtschaftung des südlich der jetzigen Abbaustelle liegenden Vorkommens zu erlauben, den Vorschlag der Umweltverträglichkeitsprüfung, einen Teil des südlich der RN83 liegenden Abbaugeländes in ein Naturgebiet einzutragen, nicht berücksichtigt;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung verabschiedet vorläufig die Revision des Sektorenplans Süd-Luxemburg im Hinblick auf die Eintragung:

- eines Abbaugeländes auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle;
- eines Naturgebietes auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle;
- eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon;

und auf die Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle.

**Art. 2** - Die Regierung beauftragt den Minister der Raumordnung mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses.

Namur, den 17. April 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 1505

[2008/201473]

**17 APRIL 2008. — Besluit van de Waalse Regering waarbij het ontwerp van herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een natuurgebied en een groengebied en op de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek te Aarlen en te Etalle (blad 68/7)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 25, 27, 32, 35, 37, 38, 40, 42 tot en met 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan Zuid-Luxemburg;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg (blad 68/7) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied te Aarlen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 februari 2003;

Overwegende dat het beschikkend gedeelte van dit besluit niet overeenstemde met de bijgevoegde kaart, die de beslissing van de Regering exact uitdrukte; dat derhalve een besluit tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 is aangenomen op 20 juli 2005 om beide documenten in overeenstemming te brengen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2005 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg (blad 68/7) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied te Aarlen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2003;

Overwegende dat dat gewijzigde voorontwerp betrekking heeft op :

- een uitbreiding van 14 hectaren van het thans te Sampont geëxploiteerde ontginningsgebied om een ruimere exploitatie van de in de ondergrond aanwezige hulpbronnen mogelijk te maken;
- de opnemings van een natuurgebied van 95 ha op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle en van een groengebied van 3 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen;
- de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek (oppervlakte 147 ha) op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle;

Overwegende dat genoemd voorontwerp voldoet aan de voorwaarden van artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 september 2007, dat voortaan bepaalt dat "de opnemings van elk nieuw bebouwingsgebied dat aanzienlijke milieueffecten zou kunnen veroorzaken met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel gecompenseerd wordt door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet voor bebouwing bestemd gebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering, zowel op operationeel, ecologisch of energetisch vlak als inzake mobiliteit, rekening houdend, o.a., met de impact van het voor bebouwing bestemde gebied op de omgeving, waarbij de planologische of alternatieve compensatie in fasen uitgevoerd kan worden";

Overwegende dat de inhoud van het effectonderzoek met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan aangenomen op 4 december 2003, zoals bepaald bij artikel 42 van het toen vigerende Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en het bijzondere bestek op 2 oktober 2003 zijn aangenomen;

Overwegende dat de uitvoering van het effectonderzoek in verband met het voorontwerp van herziening toevertrouwd is aan het bureau Atelier 50, dat twee keer erkend is, overeenkomstig een overheidsopdracht gegund via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 17, § 2, 1°, a), van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening) na analyse van de eerste fase van het effectonderzoek zich op 25 juni 2004 heeft uitgesproken voor de voortzetting van het onderzoek, voor zover tijdens de tweede fase de problematiek van het natuurgebied wordt aangepakt en de impact van de uitbreiding van de groeve op de alkaliteit van de moerassen grondig wordt geanalyseerd;

Overwegende dat het programmadecreet tot economische heropleving en administratieve vereenvoudiging van 3 februari 2005, dat in werking is getreden op 11 maart 2005, de modaliteiten voor de herziening van de gewestplannen aanzienlijk gewijzigd heeft; inzonderheid wat het effectonderzoek betreft; dat de Waalse Regering dan ook de nodige aanpassingen, zowel qua procedure als qua inhoud, heeft moeten aanbrengen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2006 waarbij beslist wordt een effectonderzoek te laten uitvoeren m.b.t. het voorontwerp van herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg en het besluit waarbij het gewijzigd wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een groengebied, een natuurgebied en de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek in Aarlen en Etalle.

Overwegende dat de auteur van het effectonderzoek het onderzoek met inachtneming van de bepalingen van artikel 42 van het Wetboek en van het bijzondere bestek heeft gevoerd en een grondige analyse heeft gemaakt van het voorontwerp dat overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2006 is gewijzigd;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" op 25 oktober 2007 een gunstig advies heeft uitgebracht m.b.t. het ontwerp, waarbij ze erop wijst dat het eindverslag over het effectonderzoek geen uitvoerig hydrogeologisch onderzoek bevat;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" in haar advies van 25 oktober 2007 ook vraagt dat in de milieuvergunning voorzien wordt in het opvullen van de kuilen in de bodem van de groeve, in de herinrichting van de site in een natuurgebied en in de installatie van een klaartoestel;

Overwegende dat het effectonderzoek de bemaling van de afzetting in het huidige ontginningsgebied bevestigt;

Overwegende dat uit het effectonderzoek blijkt dat er afzetmarkten bestaan voor beide ontgonnen hoofdproducten, voornamelijk voor de bevoorrading van de tarmacentrale van Stockem (25 %), waarbij het saldo van de productie gevaloriseerd wordt, wat de toeslag betreft wegens de esthetische waarde ervan en wat het zand betreft in de civiele techniek;

Overwegende dat uit het effectonderzoek blijkt dat de grenzen van het ontginningsgebied, afgebakend na het onderzoek Poty en bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot aanneming van het voorontwerp, niet echt op de helling gezet worden en dat het niet mogelijk is te voorzien in een exploitatiezone voor dertig jaar, ongeacht het vooropgestelde exploitatierhythme;

Overwegende dat het effectonderzoek wijst op het nut van een ruimte tussen de groeve en de woningen; dat het dus gerechtvaardigd is te voorzien in de opnemings van een groengebied waarin het voorontwerp voorziet;

Overwegende dat het onderzoek naar het huidige vervoer i.v.m. het ontginningsgebied geen noemenswaardige problemen aan het licht brengt en dat de uitbreiding geen intensievere activiteit van de groeve beoogt;

Overwegende dat het effectonderzoek niet voorziet dat de uitbreiding van het ontginningsgebied een effect zal hebben op de bronnen Valvert gezien de afstand tussen beide sites en hun beperkte hydrologische verbindingen;

Overwegende dat het effectonderzoek heeft gewezen op de aanwezigheid en op het belang van de alkalische laagmoerassen en van de veenderijen, waarbij de uitzonderlijke biologische waarde, zowel qua fauna als qua flora, van het geheel dat uit het natuurreservaat van Sampont bestaat, bevestigd wordt;

Overwegende dat het effectonderzoek de resultaten bevestigt van de inventaris opgemaakt door de ADESA, die geen landschappelijke waarde maar een voornamelijk natuurwaarde aan de site "Marais de Sampont" verleent, en gelet op de wil om het gewestplan met een feitelijke toestand te laten overeenstemmen;

Overwegende dat, zoals uit het effectonderzoek blijkt, de schrapping van de landschappelijk waardevolle omtrek niet aanleiding zal geven tot een vermindering van de bescherming die het natuurreservaat geniet krachtens de voorschriften van artikel 38 van het Wetboek en ingevolge de opnemings van een aanzienlijk deel van de site als gebied Natura 2000, met name de "Marais de la Haute-Semois" en de "Bois de Heinsch" (BE34057);

Gelet op de in het effectonderzoek aangehaalde problemen m.b.t. de toegang tot het natuurreservaat en de vervuilingrisico's die de bebouwing van het rue de Promberg, te Fouche, gelegen woongebied zou teweegbrengen; overwegende dat de uitrusting en de topografie van het gebied bebouwing overigens niet toelaten; dat het in het natuurgebied opgenomen moet worden, zoals voorzien in het voorontwerp;

Overwegende bovendien dat het effectonderzoek de schrapping bevestigt van het woongebied met een landelijk karakter dat rue du Muselbur, te Sampont, opgenomen is om een continuïteit mogelijk te maken tussen beide delen van het natuurreservaat en om gevaar voor vervuiling van het natuurgebied door bebouwing te beperken;

Overwegende dat het effectonderzoek en de cartografie van het risico op overstroming door het buiten de oevers treden van waterlopen van het onderstroomgebied "Semois-Chiers", goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 juni 2007, wijzen op het gevaar voor overstroming van een aanzienlijk deel van het woongebied, waardoor de feitelijke bebouwingmogelijkheden dan ook beperkt zijn; dat dat geheel van terreinen bijgevolg in het natuurgebied opgenomen moet worden, zoals voorzien in het voorontwerp;

Overwegende dat in het effectonderzoek voorgesteld wordt het groengebied zuidwaarts uit te breiden om het te laten overeenstemmen met zijn fysische grenzen, voorstel dat opgenomen is in de aanbevelingen van de CRAT van 25 oktober 2007; dat het raadzaam is dat voorstel te volgen;

Overwegende dat uit het effectonderzoek blijkt dat het voorontwerp, dat van de omtrek Natura 2000 uitgaat, enkele incoherenties i.v.m. de afbakeningen van het natuurgebied bevat; dat dit ontwerp voor een betere planologische coherentie derhalve de opnemings als natuurgebied beoogt van een perceel woongebied met een landelijk karakter gelegen rue de Promberg, alsook een klein landbouwgebied dat ten noorden van de N83 ligt en waarvan de oppervlakte geen exploitatie toelaat;

Overwegende dat het in het effectonderzoek opgenomen voorstel tot lichte uitbreiding van het ontginningsgebied vastgelegd bij het voorontwerp van herziening van het gewestplan, zoals de CRAT laat opmerken in haar advies van 25 oktober 2007, niet alleen om redenen van kadastrale grenzen gemotiveerd kan worden, dat het niet geboden is van dat advies af te wijken en de omtrek van het in het voorontwerp voorziene ontginningsgebied te wijzigen;

Overwegende dat de Waalse Regering, om een eventuele toekomstige exploitatie van de ten zuiden van de huidige exploitatie gelegen afzetting mogelijk te maken, het voorstel van het effectonderzoek tot opnemings als natuurgebied van een deel van het ten zuiden van de RN83 gelegen ontginningsgebied niet in aanmerking neemt;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering neemt de herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg voorlopig aan met het oog op :

- de opnemings van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle;
- de opnemings van een natuurgebied op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle;
- de opnemings van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Aarlen en
- de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle.

**Art. 2.** De Regering belast de Minister van Ruimtelijke Ordening met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 april 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE